

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE

ZI des Quatre Nations
44360 Vigneux-de-Bretagne

Références : N5-2024-0347
Code AIOT : 0006301275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE implanté ZI des Quatre Nations 44360 Vigneux-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 22/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECAPROTEC LOIRE-ATLANTIQUE
- ZI des Quatre Nations 44360 Vigneux-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006301275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MECAPROTEC Loire-Atlantique exploite, sur le site de Vigneux-de-Bretagne, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Thèmes de l'inspection :

- Point sur l'activité du site
- Suivi des impacts sur l'environnement
- Suivi des équipements et application de l'AM du 30-06-2006 modifié par l'AM du 20-04-2023
- Suites de la précédente inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 11-1-3	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en place de couvercles au niveau des cuves de traitement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-7	Demande d'action corrective	30 jours
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 11-1-5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Suivi des équipements - Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 8-1-10 et 9-1-2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Suivi des équipements - Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-12	Demande d'action corrective	30 jours
10	Suivi des équipements - Portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 8-1-7 et 9-1-2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 11-1-3	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 3-1-8	Sans objet
5	Gestion des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4-1-1-6	Sans objet
6	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 4-1-18 et 11-1-4	Sans objet
11	Suivi des équipements - Autres dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 10/11/2016, article 9-1-2	Sans objet
12	Modification de l'AM du 30-06-2006 par l'AM du 20-04-2023	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, articles 5, 6 et 10	Sans objet
13	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 2-1-1 et 4-1-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Suite de la précédente inspection	Arrêté Préfectoral du 10/11/2016	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. Pour une non-conformité majeure, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 11-1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-1-7 : Valeurs limites d'émission Article 11-1-3 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces réalisé en octobre 2023. Lors de ce contrôle, des non-conformités ont été mises en évidence sur la concentration et le flux rejeté en acidité ainsi que sur le flux en nickel de l'installation "Naval – Industrie". Concernant les non-conformités en acidité, l'exploitant a constaté un dysfonctionnement de la pompe d'injection en soude au niveau du laveur de gaz, qui a été résolu depuis. Concernant la non-conformité en nickel, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle évaluation quantitative des risques sanitaires afin de justifier des demandes d'adaptation de certaines valeurs limites d'émission fixées dans l'AP du 10-11-2016.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de confirmer l'efficacité des actions mises en place suite aux non-conformités constatées, l'exploitant doit réaliser, dans les meilleurs délais, de nouvelles mesures des rejets atmosphériques de l'installation "Naval – Industrie". Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à la préfecture sa demande de modification des valeurs limites d'émission, en application de l'article R181-46 du code de l'environnement, avec l'ensemble des éléments justificatifs. Enfin, l'exploitant doit veiller à mieux tracer le suivi des non-conformités et les actions mises en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°2 : Mise en place de couvercles au niveau des cuves de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 3-1-7
--

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement sont équipées de couvercles amovibles. Ces couvercles sont maintenus fermés en dehors des opérations de chargement et de déchargement et d'égouttage des pièces.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le couvercle d'une des cuves de traitement a été démonté suite à des dysfonctionnements. Il a étudié et testé la mise en place d'un dispositif de fermeture par rideaux coulissants qui n'a pas donné satisfaction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre ses réflexions pour que les cuves de traitement le nécessitant soient couvertes. Il précisera les dispositions prises en ce sens. Il s'assurera également que les performances des systèmes de captation et d'aspiration des rejets des installations de traitement de surfaces sont maintenues en l'absence de couvercles. Un nouveau contrôle de ces performances par un organisme extérieur reconnu compétent doit être réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°3 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 11-1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-1-7 : Valeurs limites d'émission Article 11-1-3 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture réalisé en octobre 2023. Lors de ce contrôle, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 3-1-7 et 3-1-8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-1-7 : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée. Le flux annuel des émissions de COV est limité à 10,56 tonnes. Article 3-1-8 : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties des solvants des installations concernées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants de l'établissement pour l'année 2023. La consommation de solvants est estimée à 2,123 tonnes et les émissions diffuses représentent

environ 264 kg soit 12,4 % de la quantité de solvants utilisés.

Le plan présenté n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Gestion des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 4-1-1-6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Le site n'est pas générateur d'eaux résiduelles (eaux industrielles). Les eaux issues des activités de traitement de surfaces sont traitées in situ au travers d'une installation de traitement permettant d'atteindre l'objectif "Zéro rejet". Les résidus issus de cette opération sont éliminés comme des déchets.

Constats :

L'exploitant a précisé ne pas rejeter d'eaux industrielles.

Les eaux issues des installations de traitement de surfaces sont traitées au niveau de l'installation de traitement des eaux du site ; les éluats sont recyclés dans le procédé tandis que les concentrats sont éliminés en tant que déchets.

L'exploitant envisage de modifier son installation de traitement des eaux en 2024 en mettant en place un pré-traitement par neutralisation et un filtre presse.

En l'absence de rejet d'eaux industrielles, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera la préfecture des modifications qui seront apportées aux installations de traitement des eaux, en application de l'article R181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 4-1-18 et 11-1-4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 4-1-18 : Valeurs limites d'émission

Article 11-1-4 : Modalités de surveillance des rejets d'eaux pluviales (fréquence triennale)

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des eaux pluviales réalisés en décembre 2023 au niveau du point de rejet.

Lors de ce contrôle, les valeurs limites d'émission étaient respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 11-1-5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après. (...)
L'exploitant fait analyser les paramètres suivants sur les 3 piézomètres à une fréquence semestrielle : ph, conductimétrie, chlorures, sulfates, fluorures, orthophosphates, hydrocarbures totaux, aluminium, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, fer, nickel, plomb, sodium et zinc.
Constats : Une surveillance des eaux souterraines a été mise en place autour de l'établissement. Suite à la pollution mise en évidence en 2017 et au plan de gestion établi en 2021, la surveillance des eaux souterraines a été renforcée ; elle est réalisée trimestriellement sur 6 piézomètres. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports des contrôles de surveillance des eaux souterraines réalisés en mars, juin, septembre et décembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre la surveillance des eaux souterraines mises en place. Il analyse les dépassements des valeurs de référence mis en évidence depuis mars 2023 pour les orthophosphates sur le piézomètre PZ1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N°8 : Suivi des équipements - Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 8-1-10 et 9-1-2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Article 8-1-10 : L'ensemble des bâtiments est équipé d'un système de détection d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement. Article 9-1-2 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'ensemble des bâtiments est couvert par le système de détection automatique d'incendie. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du système de détection automatique d'incendie réalisé en décembre 2023. En conclusion de ce contrôle, il est précisé que la détection mise en place dans l'atelier (détecteurs multi-ponctuels Phénix) est hors service et doit être remplacée. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le dispositif de détection mis en place dans l'atelier n'est pas suffisamment fiable et qu'une nouvelle réunion avec le fournisseur du matériel est prévue en mars 2024. Par ailleurs, il est précisé dans le rapport de contrôle que "l'évacuation générale du bâtiment n'est pas sur la centrale".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, dans les plus brefs délais, remettre en conformité les dispositifs de détection automatique d'incendie mis en place au niveau de l'atelier de traitement de surfaces. Il précisera les dispositions prises en ce sens.

Par ailleurs, il doit s'assurer que la détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'AM du 30-06-2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des ICPE. Il transmettra les justificatifs correspondants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N°9 : Suivi des équipements - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, article 8-1-12

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modifications. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions (...) du code du travail.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établi en mars 2023 ainsi que l'attestation Q18 correspondante dans laquelle il est précisé que "l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

Cinq observations sont émises. L'exploitant a précisé que les actions correctives pour prendre en compte ces observations ont été, en partie, réalisées.

Par ailleurs, le rapport précise que certains documents n'ont pas été mis à la disposition du vérificateur (cahier des prescriptions techniques, carnets de câbles, notes de calcul).

Enfin, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle par thermographie des installations électriques réalisé en avril 2023 ; un échauffement a été mis en évidence sur une des armoires électriques. L'exploitant a précisé que les composants en cause ont été remplacés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un suivi rigoureux des actions réalisées pour prendre en compte les observations émises dans les rapports de vérification. Il précisera les dispositions prises en ce sens.

Par ailleurs, l'exploitant s'assurera, lors du prochain contrôle, de mettre à la disposition du vérificateur, l'ensemble des documents nécessaires à son contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N°10 : Suivi des équipements - Portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 8-1-7 et 9-1-2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

Article 8-1-7 : L'atelier principal qui abrite les installations de traitement de surfaces et d'application de peinture présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : (...) portes et fermetures résistantes au feu et leurs dispositifs de fermeture EI120.

<p>Article 9-1-2 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des portes coupe-feu réalisée en juin 2023.</p> <p>Celui-ci porte uniquement sur les 2 portes coupe-feu coulissantes. Il ne met pas en évidence de non-conformité au niveau de ces équipements.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé que les portes coupe-feu battantes devaient également faire l'objet d'une vérification périodique.</p> <p>L'exploitant a alors précisé que ces portes étaient contrôlées en interne mais que ce contrôle n'était pas tracé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit tracer les vérifications des portes coupe-feu battantes réalisées en interne. Il précisera les dispositions prises en ce sens.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N°11 : Suivi des équipements - Autres dispositifs de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2016, article 9-1-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de vérification des extincteurs réalisé en février 2023 ; - Rapport de vérification des dispositifs de désenfumage réalisé en novembre 2023. <p>Ceux-ci ne mettent pas en évidence de non-conformité.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°12 : Modification de l'AM du 30-06-2006 par l'AM du 20-04-2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 5, 6 et 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Article 5-III : Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Article 6-I : Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10-II : Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : (...) dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Article 10-III : Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'arrêté ministériel du 20-04-2023 a modifié certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 30-06-2006, en particulier, afin de renforcer les prescriptions relatives au risque d'incendie. Ces dispositions sont applicables au 01-07-2024.

Lors de la visite, les échanges ont porté sur la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions :

- Une installation de détection automatique d'incendie est installée dans le bâtiment dans lequel sont les installations de traitement de surfaces (article 10-II) ;
- L'installation de détection automatique d'incendie doit être complétée par des sondes permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration et l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie doit être asservi au déclenchement d'une alarme incendie (articles 10-II et 10-III) ;
- Le contrôle des installations électriques porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges (article 5-III) ;
- Le chauffage des cuves par résistance électrique a été remplacé par un système de chauffage par eau chaude (article 6-I).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les dispositions nécessaires pour qu'au 1^{er} juillet 2024, l'installation de détection automatique d'incendie inclue des sondes permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration et arrête automatiquement les systèmes susceptibles de propager l'incendie en cas de déclenchement d'une alarme incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016, articles 2-1-1 et 4-1-1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Article 2-1-1 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception,

l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter le prélèvement et la consommation d'eau.
Article 4-1-1 : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau public AEP - 2500 m ³ /an.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que la consommation d'eau pour 2023 était de 933 m ³ (en baisse par rapport aux années précédentes). Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de limiter sa consommation d'eau, en particulier en période de sécheresse (telle que connue en 2019 et en 2022) ; en effet, l'arrêté cadre sécheresse départementale prescrit une auto-limitation des consommations au niveau "Alerte" et un objectif de 30 % de réduction du volume journalier habituellement consommé au niveau "Alerte renforcée".
Type de suites proposées : Sans suite

N°14 : Suite de la précédente inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2016
Thème(s) : Autre, Suite de la précédente inspection
Prescription contrôlée : Suite de la précédente inspection
Constats : Les suites données aux constats de la précédente inspection ont été examinées. Les constats suivants sont considérés comme soldés : - PC n°1 - Mise à jour du tableau de classement ICPE - Il a été pris acte de la mise à jour du classement ICPE de l'établissement par courrier du 28-04-2022 ; - PC n°3 - Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces - La mesure de la concentration en tétraborate de sodium a été intégrée aux paramètres contrôlés en 2022 et en 2023. - PC n°4 - Plan de gestion des solvants - Le plan de gestion des solvants complété pour l'année 2021 a été transmis en réponse au rapport d'inspection. - PC n°5 - Tri des déchets - Des bennes de déchets spécifiques ont été mises en place pour assurer le tri des déchets. - PC n°6 - Détection Incendie - Le plan d'implantation des détecteurs mis à jour et le rapport de contrôle du système de détection d'incendie réalisé en décembre 2021 ont été transmis en réponse au rapport d'inspection. - PC n°7 - Installations électriques - Les documents demandés ont été transmis en réponse au rapport d'inspection. - PC n°8 - Poteaux d'incendie - Les documents demandés ont été transmis en réponse au rapport d'inspection. - PC n°9 - Évacuation des eaux de confinement - Une barrière a été mise en place au niveau du débouché de la canalisation dans l'atelier principal.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant déplacera les bennes de déchets dans le périmètre de l'établissement ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite